

# LE DEVOIR

VOL. LXXXVIII - N° 90

MONTRÉAL, LE VENDREDI 25 AVRIL 1997

88c + TPS + TVQ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

## Qui?

Un groupe armé a massacré à la hache et au sabre 42 habitants d'un village près d'Alger, a annoncé hier le quotidien algérien *El Watan*. Mardi, ce sont 93 villageois — un record — de la même région qui périssaient en une seule nuit par le glaive et l'épée. Quand finira donc cette vague de violence qui a fait, depuis cinq ans, pas moins de 60 000 victimes? Et qui est à l'origine de ces exactions sans fin?

Comment vit-on, dans les villages retirés d'Algérie, l'atroce période que traverse ce pays? Dans la terreur. Dans la peur du lendemain. Dans la peur de la nuit. Avec ces haches, ces glaives et ces scies qui, tout à coup, s'élevaient pendant votre sommeil, pour trancher sous vos yeux embués, dans des cris indéchiffrables qui déchirent vos oreilles, la tête de votre enfant de trois ans, celle de votre femme ou de votre neveu.

Au petit matin, si par miracle vous avez échappé au carnage en vous cachant ou par un improbable caprice des meurtriers, vous retrouverez les têtes de vos êtres aimés plantées sur des pieux, des clôtures, des poteaux... Les têtes des vraies victimes innocentes de la deuxième guerre d'Algérie: le peuple, les petites gens, totalement étrangers aux folies des islamistes et aux calculs du pouvoir.

Qui? Qui? Qui? Pourquoi? Pourquoi? Pourquoi? Si l'on s'en tient aux sources officielles, l'origine de ces hallucinantes exactions, de ces véritables crimes contre l'humanité, ne fait aucun doute, et elle est unique: les groupes islamistes armés, hyper fanatisés, lancés dans une guerre à outrance, qui prennent pour cible des citoyens innocents, «coupables» de loyauté envers un pouvoir paisible.

Mais la réalité est-elle aussi claire? Se pourrait-il que la piste qui remonte aux coupables ne soit pas aussi simple, aussi limpide, aussi directe? Personne n'a de réponse à ces questions. Faute de pouvoir vérifier sur place, faute, pour les médias locaux et étrangers, bâillonnés par la censure et tenaillés par des terroristes assassins, de diffuser librement le peu qu'ils savent. Les survivants ne parlent pas, et quand ils osent dire «nous ne savons pas qui l'a fait», c'est bien le plus loin qu'ils puissent aller pour se démarquer de la thèse officielle.

Qu'est-ce qui peut pousser un être humain à couper, à vif, la tête d'un bébé de trois mois? Le fanatisme? Un dérèglement psychologique profond? Un calcul froid doublé d'une suprême vision machiavélique?

On connaît par exemple la position d'Amnistie internationale, qui renvoie dos à dos les deux parties en les accusant d'exactions croisées. Mais Amnistie est tenue désormais, par les régimes du Maghreb en lutte contre le danger islamiste, comme un «agent vendu à l'opposition».

En plus de citer les cas abondants de torture policière, de censure des médias, et de relever les truquages survenus au référendum de novembre dernier, les critiques du régime d'Alger mettent aussi en question ces fameux «groupes d'autodéfense patriotique», émanation du pouvoir dont les actions, dans certains cas, ne seraient ni innocentes ni purement défensives.

Mais sans répondre directement à la question «Qui?», on peut la retourner en se demandant comment les simples gens voient les deux parties en conflit.

Les militants islamistes en Algérie, comme dans un très grand nombre de pays musulmans, ne sont pas uniquement vus comme des tueurs, avec le couteau entre les dents. Ce sont aussi, traditionnellement, des experts en action caritative — santé, aide en cas de catastrophe naturelle, logement — omniprésents dans l'éducation. Au cours des années 60 et 70, l'ex-FLN au pouvoir avait ainsi passé une véritable alliance avec les «barbus» pour leur laisser toute la place dans les écoles.

Quant au pouvoir politique en Algérie, il n'est pas vu de façon positive — loin de là. La misère économique, la crise du logement, la surpopulation, la violence d'Etat — qui s'exprime notamment dans la sanglante répression des manifestations étudiantes d'octobre 1988 — sont autant de griefs adressés de façon rituelle à «ceux d'en haut», aux présidents, ministres, hauts gradés de l'armée.

Le vent de liberté qui avait suivi les émeutes de 1988 était réel, mais l'annulation des élections de 1991, que les islamistes étaient sur le point de remporter, a tout changé. À part le mouvement aux urnes observé lors des présidentielles de novembre 1995 — expression d'un ras-le-bol populaire contre la violence —, l'air du temps serait plutôt à la défiance, à la non-participation, à la déception... et, bien sûr, à la terreur.

Dans ces conditions, l'hypothèse selon laquelle un certain nombre de ces horreurs sont le produit, sinon d'agents directs du pouvoir, du moins d'éléments irréguliers des «groupes d'autodéfense» — aux seules fins de discréditer l'adversaire islamiste — paraît recevable.

La vieille théorie des «frères ennemis», qui se complètent et se justifient en se combattant, trouverait ici l'une de ses plus sanglantes expressions.

**MÉTÉO**  
Montréal: Ciel variable. Faible risque de pluie. Venteux. Max: 15 Min: 4  
Québec: Passages nuageux. Max: 10 Min: 0  
Détails, page B 6

**INDEX**  
Agenda ..... B 9 Idées ..... A 11  
Annonces ..... B 8 Le monde ..... B 6  
Avis publics .. A 6 Les sports ..... B 8  
Bourse ..... A 8 Montréal ..... A 3  
Culture ..... B 11 Mots croisés.. B 8  
Économie ..... A 8 Politique ..... A 7  
Éditorial ..... A 10 Télévision ... B 10

LE MONDE

Le mystère plane encore sur Lima, page B 6



MONTRÉAL

Escalade dans la guerre des écrans, page A 3



À VOIR

Les trente ans du cinéma Parallèle, page B 12

Mise sur pied des commissions scolaires linguistiques

## Marois va de l'avant sans attendre la bénédiction d'Ottawa

Des «enclaves» confessionnelles pourraient être créées à Montréal et Québec

MARIO CLOUTIER  
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

La ministre de l'Éducation, Pauline Marois, va de l'avant avec son projet d'implantation de commissions scolaires linguistiques, qui verront le jour au Québec le 1<sup>er</sup> juillet 1998 si Ottawa donne suite à la demande de modification constitutionnelle d'ici le 31 décembre prochain. Si le gouvernement fédéral tarde à retirer le Québec de l'article

93 de la Constitution, un régime provisoire de commissions scolaires confessionnelles et dissidentes sera créé. Et si, dans le pire des cas, Ottawa refusait d'amender la Constitution, ce régime provisoire deviendra permanent avec superposition de responsabilités.

Ce problème, existant dans les villes de Montréal et de Québec, est toutefois contourné par le projet de loi 109 déposé hier par la ministre de l'Éducation. Ainsi, durant le régime provisoire, les commissions scolaires confession-

nelles de Montréal et de Québec seront maintenues, telles des enclaves à l'intérieur des commissions scolaires linguistiques. Leurs territoires seront toutefois modifiés afin qu'ils correspondent à celui de la ville.

VOIR PAGE A 12: MAROIS

■ Lire aussi, en page A 10, l'éditorial de Michel Venne: Enfin (espérons!) la clarté

## La pollution nucléaire russe menace l'Arctique

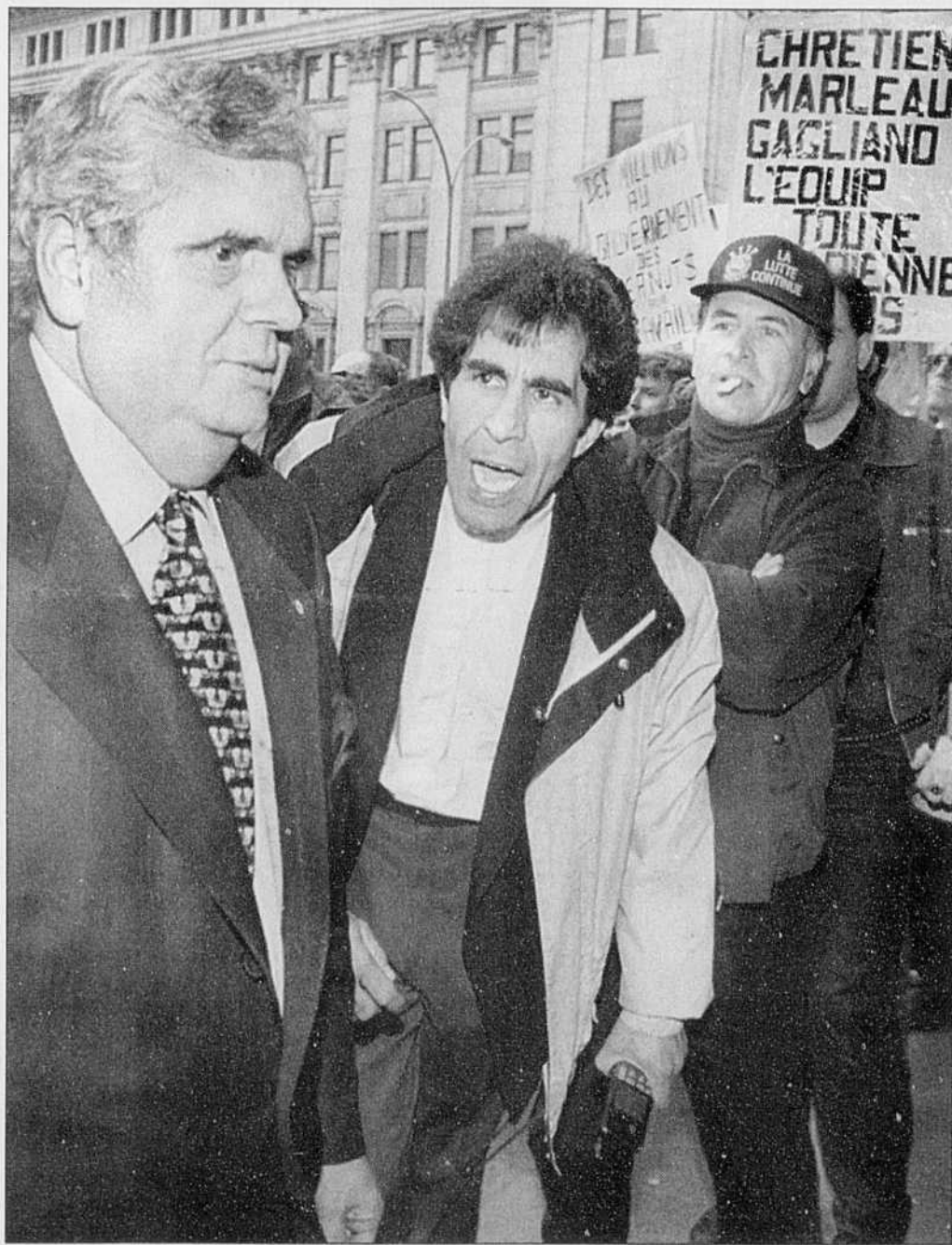
JOCELYN COULON  
LE DEVOIR

La nature vierge, le paysage éblouissant et les eaux cristallines de l'Arctique ne sont peut-être qu'un mirage polaire. En effet, selon des députés canadiens, les déchets radioactifs de sous-marins russes et les fuites émanant des sites d'enfouissement nucléaire de l'ex-URSS constituent

une grave menace pour l'océan Arctique. Après plus d'un an de travaux et d'audiences, le comité permanent des Affaires étrangères de la Chambre des communes a rendu public mercredi un volumineux rapport intitulé *Le Canada et l'univers circumpolaire*. Les députés ont étudié tous les aspects de la vie arctique et mis l'accent sur ses dimensions internationales. Selon eux, pour relever les défis du prochain siècle dans l'Arctique, la solution aux problèmes particuliers de cette région ne doit pas se faire dans une perspective nationale. Ils illustrent leur propos par les dangers

**Les vieux sous-marins nucléaires russes sont des «Tchernobyl flottants»**

VOIR PAGE A 12: RUSSE



Conspué par environ 200 travailleurs des Postes, le ministre fédéral du Travail et député de Saint-Léonard, Alfonso Gagliano, est passé en coup de vent devant les manifestants pour entrer dans l'hôtel Reine Elizabeth où se déroulait hier soir en présence du premier ministre Jean Chrétien un dîner bénéfique organisé par le Parti libéral du Canada. «Où sont les emplois que vous avez promis?», hurlaient les manifestants.

Jean Chrétien de passage à Montréal

## «J'ai besoin du Québec»

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
LE DEVOIR

De passage hier à Montréal, le premier ministre Jean Chrétien n'a pas dévoilé la date des prochaines élections, mais devant 1800 militants du Parti libéral du Canada réunis pour un dîner bénéfique, il a tenu un discours à forte saveur électorale, soulignant son grand besoin du Québec au sein du Canada.

«C'est une occasion un peu exceptionnelle pour moi ce soir, parce qu'apparemment il y a des élections dans l'air, a affirmé le premier ministre Chrétien, un brin pince-sans-rire, à un auditoire composé de ministres, députés, et autres membres de son parti. «Je ne sais pas s'il y en aura, s'il n'y en aura pas, j'attends encore la décision d'Aline [...]»

Après avoir fait un tour d'horizon des réalisations de son gouvernement, particulièrement en matière d'assainissement des finances, le premier ministre Chrétien a souligné l'importance de compter le Québec dans ses rangs pour un prochain mandat. «J'ai besoin du Québec pour pouvoir nous assurer que nous allons entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle comme le meilleur pays au monde», a-t-il expliqué à son auditoire, au sein duquel se trouvaient notamment l'ancien premier ministre Pierre Elliot Trudeau

VOIR PAGE A 12: BESOIN

La Grande-Bretagne après 18 ans de thatcherisme

## Merci bien, madame Thatcher...

Des studios des environs de Londres aux bas-fonds de Bristol, la culture britannique part à la conquête du monde

CHRISTIAN RIOUX  
ENVOYÉ DU DEVOIR À LONDRES  
Dernier d'une série de six articles

Il est rare de trouver en Grande-Bretagne un représentant des milieux artistiques prêt à témoigner sa reconnaissance à la Dame de Fer. L'oiseau rare existe pourtant. On le trouve à cinq minutes de marche de la Tamise et à deux pas de la Tate Gallery, là où les tours de Westminster font place à un chic quartier résidentiel. Il loge en haut d'un immeuble dessiné par Richard Rogers. Un curieux fouillis de verre et d'aluminium qui pourrait symboliser un pays prêt à relever tous les défis. Le genre d'endroit où l'on boit des expresso

*Lady Thatcher nous a rendu un immense service. Elle a fait une chose merveilleuse en forçant les artistes à se réveiller et à se rebeller pour combattre ses valeurs conservatrices. Sans le savoir, elle a forcé le talent à s'exprimer.*

Responsable des films produits par Channel 4, la chaîne culturelle britannique, David Aukin est l'un des grands manitous du cinéma anglais. De *Shallow Grave* à *Trainspotting*, en passant par *The Crying Game* et *Quatre mariages et un enterrement*, Aukin est au cœur des succès du cinéma anglais depuis quelques années. Et pas seulement britannique. On retrouve sa griffe dans la production du *Confessionnal*, de Robert Lepage, et du prochain film de François Girard, *Le Violon rouge*, qui sera tourné dans quatre pays et en autant de langues.

Pour Aukin, le cinéma anglais est



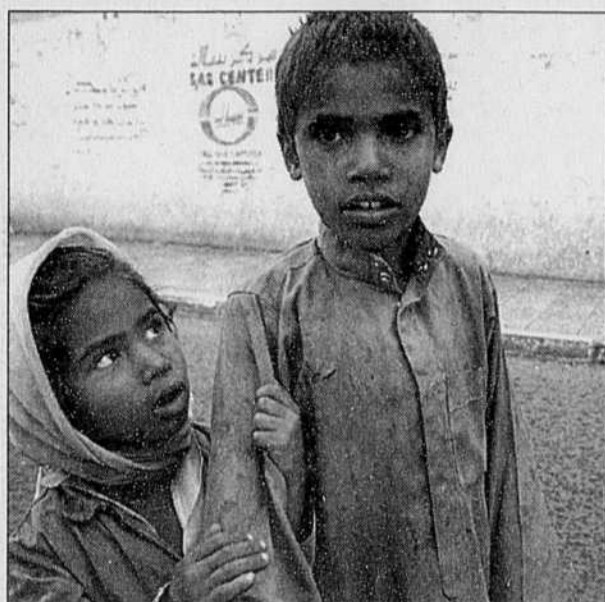
Maggie, la «femme de maison», photographiée en 1975. Quatre ans plus tard, elle devenait première ministre de la Grande-Bretagne. Aujourd'hui, David Aukin, l'un des grands manitous du cinéma anglais, lui fait des remerciements: «Elle a fait une chose merveilleuse en forçant les artistes à se réveiller et à se rebeller pour combattre ses valeurs conservatrices.»

VOIR PAGE A 12: THATCHER

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## Grandir à Sanaa



ENRIC MARTI ASSOCIATED PRESS

**CES ENFANTS** yéménites mendiaient hier en plein cœur de la capitale, Sanaa, qui baigne en plein contexte préélectoral. Alors que le Yémen est aux prises avec une très grave crise économique, en plus d'allégations de corruption au sein du gouvernement même, les citoyens iront aux urnes dimanche. On s'attend à ce que le Congrès populaire général, parti au pouvoir depuis les quatre dernières années, arrache à nouveau la victoire.

## EN BREF

## Vivement les remboursements d'impôt

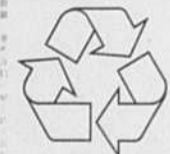
Québec (PC) — Déjà 3,16 millions de Québécois ont produit leur rapport d'impôt et 1,86 million de chèques de remboursement ont été émis, indiquent les dernières données du ministère du Revenu. Le remboursement moyen cette année est de 799,43 \$, une augmentation de 38,40 \$ par rapport à l'an dernier. Les Québécois qui ont droit à un remboursement anticipé peuvent se prévaloir d'une procédure qui accélère ce remboursement. On a déjà émis 187 224 chèques anticipés tandis que 79 289 déclarations qui demandaient des remboursements anticipés ont été rejetées. Il faut noter aussi qu'un nombre de plus en plus grand de Québécois utilisent le Traitement électronique des déclarations (TED) pour faire parvenir leur rapport d'impôt au ministère. Cette année, 290 000 contribuables l'ont déjà fait, une hausse de 56 % par rapport à la même période l'an dernier. Le remboursement du contribuable lui parvient beaucoup plus rapidement s'il a choisi la voie informatique: on lui garantit un remboursement en 21 jours au maximum, au lieu de 28 jours dans le cas d'un rapport d'impôt produit de la manière traditionnelle. «Le traitement d'un rapport TED est plus rapide et il y a moins d'erreurs», a indiqué la porte-parole du ministre du revenu, Roger Bertrand. Les cinq millions de contribuables québécois ont jusqu'au 30 avril prochain pour produire leur rapport d'impôt annuel.

## À LIRE DEMAIN

## Les Arts et les Livres

Plus que quelques jours et le nouveau TNM ouvrira ses portes. L'événement est grandiose, non seulement à cause des nouveaux murs mais aussi parce qu'avec cette nouvelle architecture, le théâtre s'ouvre à de nouveaux horizons. Une entrevue avec la directrice de l'endroit, Lorraine Pintal, pour fureter dans ce nouvel univers. À lire demain, dans le cahier des Arts.

Et dans le cahier Livres, une autre édition de la Rencontre québécoise internationale des écrivains aura lieu à Montréal. Sous la présidence d'honneur de l'écrivaine Anne Hébert, une quarantaine d'auteurs d'ici et d'ailleurs parleront d'amour...



**S.V.P. Assurez-vous que ce papier journal soit recyclé.**

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333.

## Comment nous joindre?

## La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Sur Internet devoir@cam.org  
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et petites annonces

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)  
Pour la version Internet (514) 278-6060  
Extérieur de Montréal 1-800-563-5665 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québec LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## La pire inondation du siècle

## 17 000 personnes sont évacuées au sud du Manitoba

Winnipeg (PC) — Les eaux continuaient à monter hier dans la vallée de la rivière Rouge, au sud du Manitoba, alors que la région se vidait de ses habitants dans ce qui constitue l'une des plus vastes opérations d'évacuation de toute l'histoire du Manitoba.

Environ 17 000 personnes ont dû fuir leur domicile devant la progression de la pire inondation du siècle, qui engloutit progressivement les champs et les routes, cernant les villes et les fermes.

Au sud de Winnipeg, les communautés sont généralement protégées par des digues.

Les eaux commencent même à lécher le pourtour de Winnipeg, où elles menaçaient les quartiers situés en contrebas, bien que les autorités assurent que Winnipeg restera au sec grâce à son canal de dérivation, qui détourne les eaux de la rivière Rouge à l'écart de la ville.

Une cinquantaine de familles ont

reçu l'ordre d'évacuer certains secteurs de Winnipeg d'ici samedi midi, et des citoyens se sont fait dire de retirer leurs biens des sous-sols, par crainte de débordements d'égouts.

Ces familles, comme des milliers d'autres riverains de la rivière Rouge dont les villes ne sont pas déjà entourées d'eau, se dépêchaient de transporter leurs biens en lieu sûr. Des fermiers, se déplaçant à bord de bateaux sur leurs terres déjà inondées, s'affairaient à transporter animaux et machinerie de ferme sur des terrains en hauteur.

L'hôpital Saint-Boniface, à Winnipeg, situé près de la rivière Rouge, a annulé toutes les interventions chirurgicales non urgentes et s'apprêtait même à déplacer la moitié de ses patients.

Pendant ce temps, 2000 soldats venus de tout le pays travaillaient dans le sud de la province à remplir des sacs de sable, renforcer les digues et aider

à l'évacuation des villes et villages. Des hélicoptères militaires et des pièces de machinerie lourde ont aussi été mis à contribution.

Sur les ondes de la radio et de la télévision, on pouvait capter des appels aux volontaires. Des patrons ont donné congé à leurs employés pour leur permettre de combattre la crue et des cours ont été annulés dans certaines écoles secondaires, là où l'aide des étudiants était requise.

La crue du printemps progresse depuis les États-Unis, où elle a déjà dévasté le Dakota-du-Nord et le Minnesota. Dans le seul Dakota-du-Nord, 60 000 personnes ont été déplacées.

On prévoit qu'elle atteindra Winnipeg le 5 mai. Avec la montée des eaux, la rivière se transforme lentement en un lac qui recouvrira une surface d'environ 2000 kilomètres carrés.

Les personnes évacuées risquent de ne pas pouvoir rentrer chez elles avant un mois.

## RUSSE Il faut «chercher rapidement à régler ces problèmes»

SUITE DE LA PAGE 1

qui menacent l'environnement arctique. D'ailleurs, la majorité des 49 recommandations que contient le rapport portent sur les questions environnementales et de sécurité.

Si le Canada doit faire plus pour préserver l'environnement dans la vaste région arctique qu'il contrôle, le rapport du comité démontre clairement que les problèmes environnementaux ont aussi des ramifications mondiales. Ainsi, «des polluants comme les pesticides sont charriés par les courants océaniques à partir d'endroits aussi éloignés que l'Amérique du Sud et viennent menacer les chaînes alimentaires locales; des polluants transportés par les courants atmosphériques depuis l'Europe et toutes les régions de la planète menacent la flore et la faune de la région; une catastrophe nucléaire aux proportions inimaginables pourrait se produire en Russie» et avoir des conséquences au Canada.

Selon le comité, la principale menace en-

vironnementale pour l'Arctique provient de la pollution nucléaire russe, le résultat «de 130 essais nucléaires; des déversements en mer de déchets radioactifs liquides pratiqués régulièrement par la marine; de divers accidents impliquant des sous-marins nucléaires; et, ce qui est peut-être le plus inquiétant pour l'avenir, des problèmes que continuent de poser l'utilisation et la réduction de la flotte vieillissante de sous-marins russes dans le nord».

Selon le comité, les vieux sous-marins nucléaires russes, inutilisés mais souvent entreposés sur des bases situées dans l'Arctique, sont qualifiés par les écologistes de «Tchernobyl flottants».

Les fuites constatées sur plusieurs sites d'enfouissement de déchets nucléaires de l'ancienne Union soviétique entraînent également une pollution radioactive de rivières qui se jettent dans l'océan Arctique.

Si le comité «convient que les eaux de l'Arctique européen sont exposées à des dan-

gers plus graves que celles du Canada», il souligne que «tous les États arctiques doivent chercher rapidement à régler ces problèmes».

Dans son rapport, le comité recommande au gouvernement canadien de fournir aide financière et assistance technique à la Russie pour résoudre ce problème de pollution nucléaire.

Dans le domaine de la sécurité, le comité reconnaît qu'il n'est pas possible de forcer les États membres du Conseil de l'Arctique, principalement les États-Unis, à discuter entre eux de questions militaires. Toutefois, il souligne qu'«étant donné la tendance de tous les gouvernements à donner à la notion de sécurité une portée plus large, le Conseil pourra prendre part à l'examen de questions de sécurité modernes telles que la contamination de la région découlant des activités militaires».

Le comité fait des recommandations sur l'établissement d'un programme de dé-

## BESOIN

## Les «beaux parleurs»

SUITE DE LA PAGE 1

et le premier ministre du Nouveau-Brunswick Frank McKenna.

Faisant allusion au slogan que le Bloc québécois a récemment utilisé lors de son congrès au leadership (la force de la parole), il a poursuivi: «A la dernière élection, le Bloc disait qu'ils allaient être le vrai pouvoir, vous vous rappelez de ça... Ils ont été dans l'opposition pendant quatre ans. Ils appellent ça la force de la parole, eh bien, mes chers amis, des beaux parleurs on en a eu pas mal au Canada et au Québec depuis pas mal longtemps. Et moi ce que je veux, c'est des gens qui veulent construire l'avenir!»

Pour ajouter à la couleur électorale, le premier ministre a conclu son allocution en affirmant son souhait de demander à la population de lui confier à nouveau le mandat de bâtir «le meilleur pays au monde». «Je le lui demanderai dans quelques jours, a-t-il dit, ajoutant après une brève pause, ou dans quelques semaines, ou dans quelques mois.»

A son arrivée à l'hôtel Reine-Elizabeth, Jean Chrétien était impatientement attendu par quelques centaines de travailleurs des Postes, venus lui reprocher vertement de n'avoir pas toujours tenu ses promesses. «Où sont les emplois que vous nous avez promis?», criaient-ils à l'intention non seulement du premier ministre mais aussi du ministre fédéral du Travail, Alfonso Gagliano. Sous les cris de colère, Jean Chrétien, Alfonso Gagliano et le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux Diane Marleau ont dû presser le pas pour se frayer un chemin dans la horde de manifestants.

veloppement durable axé sur la «préservation de la viabilité et de la dimension culturelle des économies autochtones» et sur la «participation des populations locales aux décisions concernant le développement et l'exploitation des ressources».

Dans le domaine de la coopération scientifique, pédagogique et culturelle, le comité recommande que le gouvernement augmente «son appui à la recherche scientifique fondamentale» et accorde son soutien à une foule d'initiatives éducatives et culturelles. Le comité invite aussi le gouvernement canadien à instaurer des réunions périodiques avec les États-Unis et les autres pays nordiques sur toutes les questions relatives à l'Arctique.

Enfin, le comité demande au gouvernement de «donner une dimension mondiale aux questions touchant l'Arctique en les portant dans les autres tribunes internationales» que celles portant spécifiquement sur cette région.

## MAROIS Des conseils provisoires dès le mois de septembre

SUITE DE LA PAGE 1

«Dans le but de perturber le moins possible les milieux scolaires, a déclaré Mme Marois, le projet de loi fait en sorte que les commissions scolaires linguistiques, dont le territoire couvrira éventuellement celui de la ville de Montréal ou de la ville de Québec, n'exerceront leur compétence, sur ces territoires, que lorsque l'article 93 sera amendé. Il n'y aura donc pas de superposition.»

Après avoir pris connaissance des hypothèses soumises par le Conseil scolaire de l'île de Montréal, la ministre propose de mettre en place sur l'île de Montréal trois commissions scolaires linguistiques francophones, ouest, centre et est, dont le nombre d'élèves variera entre 45 000 et 48 000. Deux commissions scolaires anglophones seront également créées, ouest et est, qui comprendraient entre 23 000 et 24 000 enfants chacune.

Pour avoir le droit de vote dans une commission scolaire anglophone lors des prochaines élections de juin 1998, une personne devra répondre à certaines conditions cohérentes avec la Charte de la langue française. Ainsi, elle devra avoir reçu la majeure partie de son enseignement primaire en anglais au Canada ou un de ses enfants devra l'avoir fait. Elle ou l'un de ses enfants devra être déclaré admissible à l'enseignement en anglais au Québec ou devra l'avoir été avant l'entrée en vigueur de la loi 109.

## La colère anglophone?

Ces conditions risquent de soulever la colère de certains au sein de la communauté anglophone, comme le soulignait le critique libéral en cette matière, François

Quimet. «Mme Marois n'apaisera pas les craintes des anglophones avec des mesures qui limitent le droit de vote aux parents dont les enfants sont admissibles à l'école anglaise. Elle aurait dû également implanter les commissions scolaires linguistiques partout au Québec en laissant l'île de Montréal telle qu'elle est.»

De son côté, la ministre a répété que l'implantation des commissions scolaires linguistiques servait des objectifs précis d'intégration des immigrants à la communauté francophone, de pleine gestion de ses écoles par la communauté anglophone et de réponse à un consensus sur la laïcisation des commissions scolaires.

Afin que les commissions scolaires linguistiques puissent débiter leurs activités le 1<sup>er</sup> juillet 1998, les territoires de ces commissions scolaires devront être déterminés d'ici le mois de juin pour ensuite adopter le décret de restructuration des territoires au mois d'août.

Dès septembre, la ministre Marois a prévu la formation de conseils provisoires au sein de chacune des nouvelles commissions scolaires. Ces conseils prendront les dispositions nécessaires pour assurer la mise en place des commissions à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1998. Ils seront composés de représentants des commissions scolaires et des comités de parents existants. De nouvelles élections scolaires auront lieu en juin 1998.

La ministre de l'Éducation a aussi annoncé hier d'autres mesures comprises dans son projet de loi. Un conseil linguistique sera formé au sein de chacune des commissions scolaires confessionnelles en vue de protéger les droits de la minorité francophone ou anglophone. Siégeront à ce conseil des parents d'enfants admis à la

commission scolaire et qui font partie de la minorité linguistique visée.

«L'article 93 de la Constitution ne protège pas les droits linguistiques, a rappelé la ministre. La création de conseils linguistiques permettra aux anglophones de contrôler leurs écoles dans ces deux villes [Montréal et Québec] comme ailleurs.»

À Montréal et à Québec, la CECM et la CECQ continueront d'exister sous les mêmes noms, mais leurs territoires se limiteront à celui de leurs villes respectives. Quant à la CEPGM, elle deviendra la CEPM (Commission des écoles protestantes de Montréal).

Avec la nouvelle carte des commissions scolaires au Québec, déposée il y a quelques semaines, on retrouvera donc 69 commissions scolaires si l'amendement constitutionnel est adopté. Sinon, ce nombre pourrait atteindre 73 en 1998. Pour étudier cette carte, y compris les commissions scolaires linguistiques, on invitera au cours des prochaines semaines certains groupes à venir en discuter en commission parlementaire. Le projet de loi devrait ensuite être adopté avant la fin de la session, au mois de juin.

## Réactions

En réaction au projet de loi Marois, la Fédération des commissions scolaires continue de critiquer les «délais très courts» qui lui sont réservés pour réagir. Mais la FCSQ compte faire valoir son point de vue en commission parlementaire sur la mise en place des conseils provisoires, l'élection des commissaires, la liste électorale, la répartition du personnel et des équipements ainsi que le statut confessionnel des écoles.

## THATCHER «Les Anglais sont tellement philistins et froids»

SUITE DE LA PAGE 1

aujourd'hui l'ambassadeur de la culture britannique dans le monde. «Il y a cinq ans, il n'y avait rien et on ne croyait même pas que c'était possible.» A cette époque, la Grande-Bretagne produisait environ 25 longs métrages par année. Elle en a produit 120 l'an dernier. *Shallow Grave* (Petits meurtres entre amis), l'histoire d'une bande de copains forcés de se débarrasser d'un cadavre, fut le premier film britannique à faire ses frais depuis des années.

«Ça nous a donné confiance. Ça nous a montré que nous pouvions faire comme les Américains et les Français qui savent depuis longtemps qu'ils ont une audience nationale. Nous, on ne le savait pas.» Les salles britanniques sont aujourd'hui pleines: 130 millions de billets ont été vendus l'an dernier, contre 58 millions en 1984. Et cela, malgré un prix d'entrée de 16 \$ la séance dans les grandes salles de Leicester Square.

L'explosion du cinéma anglais est d'abord une question de talent, dit Aukin. On se bouscule au portillon pour tourner avec Mike Leigh (*Secrets et mensonges*), Neil Jordan (*The Crying Game*) ou Ken Loach (*Carla's Song*). Des films d'abord prévus pour la télévision sortent même en salles. C'est le cas de *Go Now*, de Michael Winterbottom, un film sur l'amitié au sein d'une bande de jeunes dont l'un est atteint de sclérose en plaques.

David Aukin souhaite que le cinéma britannique jette une tête de pont culturelle entre l'Europe et l'Amérique. L'inénarrable Mister Bean n'achève-t-il pas un film sur ses mésaventures aux États-Unis? «Au début, l'argent venait surtout de la BBC. Ensuite, il est venu de partout et en particulier d'Hollywood», dit Aukin. Il arrive souvent que les producteurs français lui demandent comment

font les Britanniques pour percer le marché américain. Question de langue? «Bien sûr, dit-il, mais vous savez, les Américains ne comprennent rien au slang de Trainspotting.» Lors de sa sortie aux États-Unis, il a fallu doubler le film.

## Une révolution culturelle

Dans *Jude*, un film de Michael Winterbottom, un des personnages dit qu'il a voulu accomplir en une vie ce qui demande plusieurs générations. C'est peut-être ce que tentent aujourd'hui les créateurs britanniques.

«Les Anglais sont tellement philistins et froids. C'était tellement évident sous Lady Thatcher. Il fallait bien que l'on s'exprime quelque part», dit Aukin. Pour lui, l'éclosion du cinéma anglais est liée plus largement à un renouveau de la culture britannique. D'abord, les films anglais ont toujours puisé dans l'immense réservoir que représente la scène théâtrale. Depuis peu, ils communiquent à l'étonnante créativité des musiciens de ce pays.

«C'est la musique, intimement liée au montage et au rythme des films, qui a permis d'aller chercher le public de *Shallow Grave* et *Trainspotting*, dit Aukin. Des films sans vedettes et sans noms connus.»

Des banlieues de Londres aux bas-fonds de Manchester, une nouvelle génération de musiciens est venue bousculer le décor. Bristol et son quartier jamaïcain, St. Paul, constituent des filons qui ne semblent pas près de se tarir. Tricky, Porphishead et Massive Attack en sont les rejets les plus connus.

Difficile aussi de ne pas établir un lien entre les succès du cinéma anglais et le bouillonnement de la mode britannique dont les plus grands couturiers, comme Alexander McQueen et John Galiano, se sont lancés à la conquête de Paris. Dans le jet-set international, il est au-

jourd'hui de bon goût de s'habiller dans les boutiques de Notting Hill et de King's Road.

Mais le bilan culturel des dernières années n'est pas que positif. Si le cinéma est en plein essor — encore que 52 % des films réalisés en Angleterre ne sortent pas en salles mais directement à la télévision —, les grands musées anglais crient famine. Ils envisagent même d'en finir avec leur traditionnelle politique de gratuité. On annonce que le déficit du British Museum pourrait dépasser les 50 millions de dollars vers l'an 2000. La Royal Academy a connu une véritable crise. Pour en sortir, la presse n'a pas hésité à suggérer de vendre une œuvre de Michel-Ange, *La Vierge, l'enfant et Saint-Jean*.

N'a-t-on pas récemment évoqué la privatisation de Channel 4? Aukin s'inquiète de ce projet, même s'il s'enorgueillit que la relance du cinéma anglais ait été largement financée par des capitaux privés. «Le cinéma est un art populaire, comme l'était le théâtre de Shakespeare. Cela nous a forcés à recréer des liens solides avec le public.»

N'empêche que le cinéma britannique se finance depuis deux ans à même les recettes de la loterie nationale. La vente de Channel 4 serait catastrophique, dit-il. Une organisation vouée à la rentabilité immédiate pourrait difficilement soutenir des films qui racontent des histoires de drogués ou qui dérangent la tranquillité des choses. «Lorsque Channel 4 a accepté de soutenir *Secrets et mensonges* (palme d'or à Cannes), il n'y avait aucun scénario sur la table. Jamais une télévision privée ne l'aurait fait.»

La perspective d'une victoire travailliste le 1<sup>er</sup> mai prochain pourrait écarter tout danger de privatisation. Mais attention au confort, dit Aukin, «le retour des travaillistes pourrait aussi tuer la flamme».

Fin

